sion des populations touchées dans les plans nationaux de développement;

8. *Réaffirme* la validité du Plan d'action concerté en tant que cadre pour le règlement des problèmes créés dans les pays touchés par la présence massive de populations déracinées de la région de l'Amérique centrale, tout en reconnaissant que ce plan ne constitue qu'une première réponse aux multiples problèmes créés par le déracinement;

9. *Se déclare satisfaite* des ressources annoncées en vue du financement des propositions présentées par les gouvernements d'Amérique centrale, du Belize et du Mexique à l'occasion de la première Réunion internationale du Comité de suivi et prend note avec satisfaction de la volonté exprimée par le Comité de suivi d'examiner, dans un esprit favorable, les futurs projets qui seront présentés par les pays touchés dans le cadre de la Conférence et de rechercher toutes les sources possibles de financement;

10. *Souligne*, en particulier, la nécessité d'appuyer le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et le Programme des Nations Unies pour le développement, dans l'accomplissement de la mission spéciale que leur a confiée le Secrétaire général dans le cadre de la Commission internationale d'appui et de vérification, afin de faciliter la mobilisation des moyens dont ils ont besoin pour s'occuper des membres de la résistance nicaraguayenne et de leurs familles et pour assurer leur rapatriement librement consenti et leur réinsertion, ainsi que pour assurer le rapatriement librement consenti des réfugiés nicaraguayens;

11. *Prie instamment* les Etats Membres, les organes, les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies, ainsi que les organisations régionales et sous-régionales, intergouvernementales et non gouvernementales concernées par l'aide humanitaire aux réfugiés, rapatriés et personnes déplacées d'Amérique centrale, de maintenir et d'accroître leur assistance et leur appui aux autorités responsables des pays touchés en vue de traduire les orientations et les buts et objectifs du Plan d'action concerté en réalisations concrètes et d'assurer les activités de suivi, et exprime sa gratitude à tous les organismes nationaux et internationaux qui s'occupent conjointement des populations déracinées et du développement de la région;

12. *Prie* le Secrétaire général, le Haut Commissariat et le Programme des Nations Unies pour le développement de continuer à apporter leur appui aux pays touchés dans l'exécution du Plan d'action concerté, notamment par le biais des activités du Groupe d'appui conjoint de la Conférence;

13. *Prie instamment* les autorités responsables de poursuivre l'application des mesures visant à assurer l'exécution efficace des programmes proposés et de renforcer ces mesures;

14. *Souligne* qu'il importe de renforcer et de développer les mécanismes de suivi et de promotion créés par le Plan d'action concerté, notamment les groupes d'appui, en tant que moyen de coordination et de coopération entre toutes les parties intéressées, et lance un appel aux gouvernements de la région pour qu'ils adoptent les mesures nécessaires pour faciliter ce processus;

15. *Reconnait* l'importance du rôle joué par les organisations non gouvernementales, ainsi que par la population touchée, pour identifier les besoins de celle-ci et pour la faire participer à la planification et à l'exécution des projets, en coordination avec les comités nationaux, conformément aux dispositions du Plan d'action concerté, et les engage à poursuivre cet effort humanitaire et apolitique;

16. *Prie* le Secrétaire général, agissant en collaboration avec le Haut Commissaire pour les réfugiés, de lui présenter, lors de sa quarante-sixième session, un rapport sur l'application de la présente résolution.

68^e séance plénière
14 décembre 1990

45/142. Rapport du Comité contre la torture et état de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

L'Assemblée générale,

Rappelant l'article 5 de la Déclaration universelle des droits de l'homme⁵ et l'article 7 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques³³, selon lesquels nul ne sera soumis à la torture ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants,

Rappelant également la Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, qu'elle a adoptée dans sa résolution 3452 (XXX) du 9 décembre 1975,

Rappelant en outre sa résolution 39/46 du 10 décembre 1984, par laquelle elle a adopté et ouvert à la signature, à la ratification et à l'adhésion la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et demandé à tous les gouvernements d'envisager de signer et de ratifier la Convention, à titre prioritaire, ainsi que ses résolutions ultérieures sur l'état de la Convention, dont la dernière en date, la résolution 44/144 du 15 décembre 1989, et les résolutions de la Commission des droits de l'homme sur la question, y compris la plus récente de celles-ci, la résolution 1990/28 du 2 mars 1990³,

Consciente de l'intérêt que le Code de conduite pour les responsables de l'application des lois²²³ et les Principes d'éthique médicale applicables au rôle du personnel de santé, en particulier des médecins, dans la protection des prisonniers et détenus contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants²²⁴ présentent pour l'élimination de la torture et des autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants,

Rappelant l'adoption de l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement³⁵,

Gravement préoccupée par le nombre alarmant de cas de torture et autres peines ou traitements cruels, inhu-

²²³ Résolution 34/169, annexe.

²²⁴ Résolution 37/194, annexe.

maines ou dégradants qui sont signalés dans diverses régions du monde,

Résolue à promouvoir la pleine application de l'interdiction, en vertu du droit international et des législations nationales, de la pratique de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants,

Prenant note de la décision que la Commission des droits de l'homme a prise, dans sa résolution 1990/34 du 2 mars 1990³, de proroger de deux ans le mandat du Rapporteur spécial chargé d'examiner les questions se rapportant à la torture,

1. *Accueille avec satisfaction* le rapport du Comité contre la torture²²⁵;

2. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général sur l'état de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants²²⁶;

3. *Souligne* qu'il importe que les Etats parties se conforment strictement aux obligations leur incombant, aux termes de la Convention, en ce qui concerne le financement du Comité contre la torture, afin que ce dernier puisse s'acquitter efficacement de toutes les fonctions que lui assigne la Convention, et que soit assurée sa viabilité à long terme en tant qu'organe essentiel de supervision chargé de veiller à l'application effective des dispositions de la Convention;

4. *Se félicite* que le Comité contre la torture se soit employé à mettre en place un système efficace pour l'établissement de rapports sur l'application de la Convention par les Etats parties, et notamment qu'il ait révisé ses directives générales concernant la présentation des rapports initiaux des Etats parties;

5. *Se félicite également* que les contacts étroits et l'échange d'informations, de rapports et de documents se poursuivent entre le Comité contre la torture et le Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme chargé d'examiner les questions se rapportant à la torture;

6. *Prie* le Secrétaire général de veiller à ce que le Comité contre la torture dispose du personnel et des moyens voulus pour s'acquitter efficacement de ses fonctions;

7. *Prie de nouveau* tous les Etats de devenir parties à la Convention, à titre prioritaire;

8. *Invite une fois de plus* tous les Etats à envisager, lorsqu'ils ratifieront la Convention ou y adhéreront, ou ultérieurement, la possibilité de faire les déclarations prévues aux articles 21 et 22 de la Convention;

9. *Prie également* le Secrétaire général de présenter à la Commission des droits de l'homme lors de sa quarante-septième session et à l'Assemblée générale lors de sa quarante-sixième session un rapport sur l'état de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants;

10. *Décide* d'examiner le rapport du Secrétaire général à sa quarante-sixième session, au titre de la ques-

tion intitulée "Torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants".

68^e séance plénière
14 décembre 1990

45/143. Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture

L'Assemblée générale,

Rappelant l'article 5 de la Déclaration universelle des droits de l'homme⁵, aux termes duquel nul ne sera soumis à la torture ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants,

Rappelant également la Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants²²⁷,

Rappelant avec satisfaction l'entrée en vigueur, le 26 juin 1987, de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants⁸⁷,

Rappelant sa résolution 36/151 du 16 décembre 1981, dans laquelle elle a noté avec une profonde préoccupation que des actes de torture étaient commis dans divers pays, a reconnu la nécessité de venir en aide aux victimes de la torture dans un esprit purement humanitaire et a créé le Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture,

Alarmée par le fait que la torture et d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants sont largement répandus,

Convaincue que l'action visant à éliminer la torture comprend la fourniture, dans un esprit humanitaire, d'une assistance aux victimes et aux membres de leur famille,

Prenant acte du rapport du Secrétaire général²²⁸,

1. *Exprime sa reconnaissance et ses remerciements* aux gouvernements, aux organisations et aux particuliers qui ont déjà contribué au Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture;

2. *Demande* à tous les gouvernements, organisations et particuliers qui sont en mesure de le faire de réserver un accueil favorable aux demandes tendant à ce qu'ils versent au Fonds des contributions initiales ou de nouvelles contributions;

3. *Invite* les gouvernements à verser des contributions au Fonds, de préférence sur une base régulière, afin de permettre à celui-ci d'apporter un appui continu aux projets dont le financement dépend de subventions renouvelables;

4. *Exprime ses remerciements* aux gouvernements qui ont annoncé une contribution au Fonds lors de la Conférence des Nations Unies de 1990 pour les annonces de contributions aux activités de développement;

5. *Prie* le Secrétaire général de continuer à inclure chaque année le Fonds parmi les programmes auxquels

²²⁵ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-cinquième session, Supplément n° 44 et rectificatif (A/45/44 et Corr.1).

²²⁶ A/45/405.

²²⁷ Résolution 3452 (XXX), annexe.

²²⁸ A/45/633.